

INTRODUCTION

Le point de départ de cet ouvrage est l'envoi par Lars Hellwinkel, le 12 mars 2005, du témoignage d'Hubertus Michling¹. Ces souvenirs au ras du sol d'un ennemi ordinaire confronté aux aléas de la survie entre des mains françaises renversaient la perspective d'un sujet traditionnellement associé à la meurtrissure des 1 600 000 prisonniers de guerre français de 1940 ayant subi la captivité en Allemagne². Ils invitaient aussi à rentrer de manière originale et stimulante dans l'intimité prosaïque des acteurs du drame lorientais de la Seconde Guerre mondiale, le point de vue de Michling s'avérant aux antipodes des rhétoriques de performance jusqu'au-boutiste développées dans *Lorient – Entstehung und Verteidigung des Marine – Stützpunktes 1940-1945*, par le général Fahrmbacher, acharné à gagner sa bataille de la mémoire et omniprésent de manière dominante depuis 1956 dans les bibliographies sur le sujet.

Nous l'avons transmis immédiatement à Jean-Claude Catherine, dans la continuité des travaux de première main et de longue haleine qu'il mène en amicale connivence avec nous depuis 1987. Il s'inscrivait alors parfaitement dans l'actualité du colloque international que ce dernier préparait pour le mois suivant avec l'université de Bretagne-Sud et les Archives municipales de Lorient³.

En ce 60^e anniversaire de la Libération, une inflexion historiographique relativisait les positions nationales par rapport à celles des belligérants. Cela rejoignait une propension du Service historique de la Marine – entamée en 1984-1985 à l'occasion du 40^e anniversaire de la Libération par une mise en perspective mondialisée de la bataille de l'Atlantique et des bombardements de Lorient – à s'intéresser au décryptage des stratégies internationales s'étant inscrites sur le

1. MICHLING Hubertus, *Kriegsgefangenschaft in Frankreich, 1945-1948*, Kassel, Volksbund Deutsche Kriegsgräberfürsorge e. V., 2004, collection *Erzählen ist Errinern*.

2. DURAND Yves, *Prisonniers de guerre dans les Stalags, les Oflags et les Kommandos, 1939-1945*, Paris, Hachette, 1994, p. 11.

3. CATHERINE Jean-Claude (dir.), *La captivité des prisonniers de guerre 1939-1945, histoire, art, mémoire : pour une approche européenne*, Rennes, PUR, 2008.

territoire, tout autant qu'à une approche franco-française des faits et gestes des acteurs locaux.

Pour ces derniers, le 50^e anniversaire avait marqué l'apothéose des anciens combattants et résistants comme garants sourcilleux d'un demi-siècle de vie politique mouvementée. Coïncidant avec le basculement des générations, les restructurations de défense de l'après-guerre froide – et notamment la fermeture puis la reconversion de la base de sous-marins de Keroman – rendaient impératifs le renouveau de l'urbanisme lorientais comme la mutation de l'économie locale. Les débats de l'époque faisaient mettre l'accent sur l'histoire de la reconstruction, tournant la page de la nostalgie du « vieux Lorient » tout en polémiqueant vigoureusement sur la patrimonialisation des vestiges de la guerre.

Dans ce contexte, la collecte des souvenirs et les animations autour de la commémoration de la destruction de la ville ou des combats de la poche s'inscrivaient prioritairement dans une logique de dette, la solidarité nationale étant à nouveau sollicitée pour une deuxième reconstruction, matériellement moins ardue mais structurellement plus exigeante.

Parallèlement, une place se libérait dans la recherche scientifique pour des acteurs moins emblématiques en quête de réhabilitation face aux héros de la Résistance et aux martyrs des bombardements, de la répression et de la déportation. Menée en coopération européenne, notamment avec Brême où Helga Bories-Sawala retrouvait « dans la gueule du loup » les traces de prisonniers de guerre français, de travailleurs civils requis de la Relève et du STO obligés à remplacer dans l'économie de guerre du Reich les soldats allemands envoyés au front⁴, cette attention portée à toutes les victimes, en phase avec l'évolution de l'état d'esprit de la société, inaugurerait une approche plus sociologique.

À partir de 2009, notre participation au comité scientifique mis en place par la *Landeszentrale für politische Bildung* de Brême pour la transformation en lieu de mémoire du bunker Valentin, à Bremen – Farge, nous confrontait à l'impact du national-socialisme sur l'aménagement des territoires et la mise au pas totalitaire de la société allemande de 1933 à 1945. Nous avons alors orienté nos investigations, ainsi que celles de Soazig Le Hénanff, vers la compréhension de cet exemple unique en France de la transformation de Lorient, de 1940 à 1945, au fil du poids et des conséquences de l'occupation, en territoire exclusif du III^e Reich⁵.

Grande agglomération industrielle de Bretagne, avec une importante présence de l'Armée et de la Marine nationale, très actives dès septembre 1939, la ville

4. BORIES-SAWALA Helga Elisabeth, *Dans la gueule du loup. Les Français requis du travail en Allemagne*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2009.

5. LE HENANFF Soazig, *Lorient, territoire du Troisième Reich, une porte sur l'Atlantique*, Lorient, Service de l'animation de l'architecture et du patrimoine, 2010. Pour l'essentiel des références sous-tendant l'exposé qui va suivre, voir les « Réflexions historiographiques sur la Seconde Guerre mondiale dans le Morbihan », in *Le Morbihan en guerre, 1939-1945*, Vannes, Archives départementales du Morbihan, 2009.

doit d'abord évacuer par pertes plus que par profits les efforts d'un début de guerre n'ayant rien eu de drôle et particulièrement efficace dans sa contribution à la maîtrise des espaces maritimes et économiques mondiaux mobilisés dans le cadre d'une stratégie de longue haleine contre l'Allemagne. Engloutie contre toute attente par la déconfiture de la débâcle, elle ne se rend pas sans un minimum de volonté de combattre qui conduit à mourir sur la *Tanche*, au Cosquer et aux Cinq-Chemins de Guidel.

L'arsenal et sa rade deviennent le 21 juin 1940 une prise de guerre particulièrement bien adaptée à la mise en œuvre des sous-marins de la Kriegsmarine. Aux mains de l'occupant, la région subit une expropriation généralisée, selon une succession de traumatismes allant crescendo vers un total anéantissement.

Cela commence immédiatement par le transfert en captivité outre-Rhin des centaines de prisonniers de guerre français restés passivement agglomérés dans l'attente du vainqueur. Puis par la réquisition générale de toutes les installations militaires et par l'asservissement des ressources économiques, du logement et des espaces civils, publics et privés, au profit de la machine de guerre allemande. Avec une prédilection pour les hôtels, les garages, les beaux immeubles et les équipements scolaires et sociaux emblématiques de la modernisation de la ville dans les années 1930.

Ce remodelage du pays conquis se traduit par une segmentation du territoire en zones interdites, puis le 18 décembre 1940 par les expropriations préalables au grand chantier de la base de sous-marins, complétées en 1941 par celles de Lann-Bihoué, de la défense anti-aérienne et du mur de l'Atlantique. Les forces du III^e Reich, assistées de milliers de soldats et de travailleurs qui font doubler la population initiale, étendent à toute la région la présence tentaculaire de la Wehrmacht, de la Kriegsmarine et de l'organisation Todt. Incarnées sur place par de hautes autorités – comme l'amiral Dönitz, en villégiature dans les villas de Kernevel, qui voit défiler sous les flashes des compagnies de propagande tout le gratin des triomphateurs du moment – et qui agissent comme donneurs d'ordres démultipliés à la coordination conflictuelle, selon les discriminations politiques et raciales du régime nazi.

Châteaux et logements prestigieux pour les hiérarques, maisons et appartements modernes pour les cadres et les ouvriers « aryens » chargés de la conduite des chantiers, auxquels il faut rajouter les responsables de toutes les grandes entreprises sous-traitantes, allemandes mais aussi françaises, qui agissent de façon relativement autonome dans la confiscation du marché de l'emploi, déclinant toutes les facettes de la collaboration.

Baraques en zones urbaines pour les travailleurs belges, néerlandais, italiens, autrichiens, venus globalement pour l'appât du gain et conviés à prendre part, pour faire masse, aux mises en scène liées à la guerre sous-marine. Camps à Ploemeur, Guidel, Caudan et Hennebont, en milieu rural, au milieu des champs de mines et des barbelés, sous surveillance armée, pour les déshérités d'origine nord-africaine et les républicains espagnols, venus sous la contrainte depuis la

zone libre et qui garnissent les premiers rangs de la Résistance. Lieux de répression meurtriers sur Groix et Port-Louis.

Submergé par l'afflux des exigences allemandes, le maire de Lorient avoue, le 16 décembre 1941, « envisager le problème de l'évacuation » de sa ville. Ni les opérations de guerre secrète ni les bombardements britanniques, destructeurs dès septembre 1940, ni les mesures de répression engagées contre les premiers gestes de refus et de révolte de la population n'entrent en ligne de compte dans ce constat. L'impuissance des « autorités » françaises, laissées seules en première ligne face aux exigences de l'occupant, est totale, qu'elles soient municipalités, sous-préfecture, police, ou Marine de Vichy. Octobre 1942, avec les premiers envois forcés en Allemagne de travailleurs requis dans le cadre de la Relève, marque la rupture entre celles-ci et ceux qu'elles sont censées protéger.

Que dire alors de l'anéantissement de Lorient par les bombardements aériens systématiques des Alliés, du 14 janvier au 17 mai 1943 ? Au paroxysme de la bataille de l'Atlantique, ces derniers expérimentent avec quelques précautions, sur ce qui n'est plus désormais qu'un unique objectif ennemi, la tactique de la boule de feu qu'ils systématiseront sans limites jusqu'à la fin de la guerre dans leur offensive aérienne contre l'Allemagne.

Évacuée et disséminée dans les campagnes du Morbihan, la population lorientaise, proie désignée des recruteurs du Reich, devient du coup disponible pour l'enrôlement dans les mouvements de Résistance en zone rurale, où les conditions de survie s'aggravent à partir du deuxième semestre 1943. Montée de la haine, exactions et ravages des rafles du premier semestre 1944, font de la Bretagne intérieure, arrière-cour du débarquement en juin 1944, une zone de guerre totale marquée, dans une région de bocages, haies, bois et chemins creux, par les actions insurrectionnelles des maquis soutenus par les équipes Jedburgh et les parachutistes SAS, le combat de Saint-Marcel, puis par une sanglante phase de répression sans aucune pitié, comme sur le front soviétique.

Après la percée d'Avranches, la priorité donnée par les Alliés à l'anéantissement du régime hitlérien en Europe et, pour le gouvernement provisoire de la République française, à la libération de Paris, oriente les opérations vers l'Est. Une partie de l'armée allemande en retraite se réfugie dans les forteresses de Lorient et Saint-Nazaire, dont elle a eu tout loisir d'organiser la défense.

Le 7 août 1944, les forces improvisées de patriotes de toutes convictions qui rendent fulgurante la progression des divisions blindées américaines sont bloqués par des tirs meurtriers d'artillerie et de mortiers qui dévastent Quéven, Pont-Scorff, Caudan, Hennebont, au prix aussi de nombreux crimes de guerre. Les bataillons du Morbihan (5 de l'*Organisation de Résistance de l'Armée*, 4 des *Francs-Tireurs et Partisans français*, 1 de l'*Armée Secrète*, 1 de *Libé-Nord*, 1 de l'*Organisation Civile et Militaire*) investissent les lieux et reçoivent le renfort de 5 bataillons du Finistère, de 5 bataillons des Côtes-du-Nord, d'un corps franc du Loir-et-Cher, du 4^e régiment de fusiliers marins, etc.

Ils font face à des troupes à la puissance de feu initialement sans commune mesure avec leurs moyens et qui, à Lorient comme à Saint-Nazaire, à l'embouchure de la Gironde, à La Rochelle et à Dunkerque, s'obstinent à défendre le mur de la prison qui enferme l'Europe. Garder coûte que coûte la maîtrise de ces ports et de leurs bases protégées fonde les ultimes espoirs des nazis de reprendre le contrôle des mers avec l'appui des armes secrètes de nouvelle génération comme les sous-marins de type XXI et XXIII, et de renverser, dans une démentielle course contre la montre, le rapport de force qui les accable.

Frustrés amèrement d'une victoire qu'ils pensaient imminente, amalgamés au sein de la 19^e DI, résistants et Lorientais se sentent ensuite totalement délaissés sur ce qu'ils appellent le « front des oubliés », coincés entre des ennemis arc-boutés dans les ruines de leur ville à reconquérir et une France libérée déjà passée à autre chose. Ils se battent avec conviction, très peu de moyens, et le soutien de l'artillerie de la 94^e puis de la 66^e DI américaines, contribuant à restaurer la légitimité et la souveraineté des autorités nationales.

Les quelque 9 200 civils restés dans la poche, sans compter les habitants de Quiberon (5 200), de Groix (2 123) et de Belle-Île (3 184), 10 507 au total au début mars 1945⁶, survivent surtout dans les campagnes, où les paysans peuvent mieux s'accrocher pour éviter les pillages et le vandalisme. La partie « française » de Lorient, recroquevillée autour de la gare, à Kerentrech et à Keryado, n'héberge plus que quelques dizaines d'habitants. La cohabitation, dans une situation de pénuries extrêmes, n'est jamais simple, et la violence, comme les tirs d'artillerie, peuvent se déchaîner à tout moment.

Enjeu stratégique mondial, puis champ de ruines délaissé, et enfin champ de bataille à assainir, Lorient n'est libéré que le 10 mai 1945, au moment de la capitulation générale du III^e Reich, ce qui en fait, juste avant Saint-Nazaire le lendemain, la dernière portion de territoire métropolitain libérée lors de la Seconde Guerre mondiale.

Vient l'heure des comptes. Il faut solder, bien après les autres, les séquelles de quatre ans et demi de violences et de compromissions. Avec le fait très original qu'une bonne part des auteurs de ces actes sont restés enfermés dans la poche et tombent, à leur tour, sous la férule de ceux qu'ils ont si longtemps opprimés. La découverte des massacres de Port-Louis (69 morts) et de Penthièvre (50 morts) ravive l'indignation. Les autorités se doivent de rendre hommage à ces fusillés et de faire justice, mais non vengeance, en essayant d'identifier et de juger rapidement les responsables qui se sont fondus dans la masse des 24 569 prisonniers. Chaque captif devient suspect de crime de guerre.

Quant aux Lorientais, les « empochés » réfractaires jusqu'au bout aux processus de déracinement, soupçonnés de collaboration, ne peuvent exprimer leur liesse sans arrière-pensées et se voient contester la joie de leur libération ; les autres

6. Cf. chap. 2.

s'impatientent, tenus à l'écart des vestiges de leurs biens par mesure de discipline et de sécurité. Longtemps après la visite du général de Gaulle le 22 juillet 1945, l'impact de la guerre se fait sentir avec les enquêtes et les procès, le déminage, le déblaiement, les pénuries de tous ordres. La renaissance économique et sociale, ponctuée par les fractures politiques et idéologiques, ne reçoit son brevet d'exemplarité nationale que lors de la visite du président de la République Vincent Auriol le 23 avril 1950.

Cette libération différée, circonspecte et suspicieuse, mettant fin à la descente aux enfers d'une incessante litanie de mutilations, ne correspond guère aux stéréotypes des clichés, des discours et des idées le plus souvent colportées. Référence et démonstration de la souveraineté retrouvée, les investigations méticuleuses pour faire la lumière sur le conflit, retrouver et sanctionner les coupables sous la triple contingence de l'exigence de la preuve, de la maîtrise matérielle et morale et du respect des conventions internationales garanties par les Alliés et la Croix-Rouge, font litière de l'impuissance naguère subie pendant les événements.

Elles permettent aux autorités, lancées sur les traces de l'oppression, d'en reconstituer les drames, d'en disséquer les rouages, de surmonter le monolithisme de la désinformation ainsi que la segmentation et l'obscurcissement des champs de vision opérés par la guerre. Au fil des mois, la haine collective cède la place à la reconnaissance de l'autre, le travail en commun l'emporte sur la méfiance.

C'est aux premiers pas de ce long processus que cet ouvrage s'attache, favorisé par un accès désormais plus facile aux archives des juridictions d'après-guerre. Validé lors d'une visite d'Hubertus Michling à Lorient en février 2009 [voir *ill. 54 et 54bis*], ce travail d'édition de texte, éclairage mutuel du témoin et de l'historien, plonge au cœur de l'humanité, la plus abjecte comme la plus édifiante.

Scrupuleusement mené pendant une dizaine d'années par Jean-Claude Catherine dans ses pérégrinations familiares au sein d'une douzaine de services d'archives européens, il fait émerger une matière postérieure au conflit bien plus foisonnante que ce que les rares sources immédiatement contemporaines des faits peuvent apporter.

Il a donc fallu trancher, se limiter à l'année 1945 et au début de 1946, soit les 77 premières pages et 15 premiers chapitres du récit d'Hubertus Michling, qui en comporte au total respectivement 154 et 32. Le parti a été pris d'alterner souvenirs et fruits de la recherche, traduction intégrale du ressenti du prisonnier et reconstitution des phénomènes, états de fait et dynamiques auxquels il se retrouve confronté de près ou de loin. Cette approche segmentée mais non fragmentaire nous fait passer en cinq actes de la fin de la poche aux urgences de la Libération, du châtement des crimes les plus évidents aux investigations sur les comportements les plus inextricables de la banalité du mal, de la tyrannie de l'événement aux apaisements progressifs de la captivité ordinaire.

Au terme de cet ouvrage, ces démarches restent inachevées, qui se poursuivent jusqu'au milieu des années 1950. Leur exposé détaillé nous a néanmoins paru

suffisamment éloquent pour encourager l'auteur à en diffuser les résultats dès cette année commémorative⁷. En ce 70^e anniversaire, où les rescapés de plus en plus rares de la masse des témoins ordinaires de la Seconde Guerre mondiale, jusqu'alors peu invités à s'exprimer publiquement, voient leur parole enfin sollicitée, ce rappel du bouleversement d'une population par les événements, broyée comme le juge Waldeck par l'injustice et la contrainte, puis victorieuse au prix fort de la spoliation qui s'est abattue sur elle, ne saurait être superflu, au moment où au niveau international, et au sein même de la société française, la confrontation avec de nouveaux totalitarismes et des radicalismes de tous bords prennent derechef un tour de plus en plus conflictuel.

René ESTIENNE

7. Préparée dans le cadre de la commémoration du 70^e anniversaire de la Libération en mai 2015, marquée à Lorient et Port-Louis par d'importantes manifestations, la parution de cet ouvrage coïncide finalement avec les 55 ans du traité franco-allemand de l'Élysée. Pour qu'elle aboutisse, il aura fallu le soutien amical de Laurent Veysière, alors chef de la délégation des patrimoines culturels à la Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives du ministère de la Défense, de Mathilde Meyer-Pajou et d'Anne Belaud de Saulce, l'accueil favorable de Pierre Corbel et de Cédric Michon, directeurs successifs des Presses universitaires de Rennes, la bienveillance discrète de Pierre Laugeay, directeur du Service historique de la Défense.